



## Conseil de sécurité

### **La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne**

New York, le 2 juillet 2024

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl  
Représentante permanente de la Suisse

---

Monsieur le président,

Je voudrais remercier la Sous-secrétaire Générale et Coordinatrice de l'action humanitaire et de la reconstruction à Gaza, Madame Sigrid Kaag, de son rapport. Je retiens surtout l'urgence d'assurer la dignité humaine, mais aussi les recommandations très concrètes qui vont de l'éducation des enfants à la reconstruction.

Depuis l'adoption de la résolution 2720 en décembre dernier, vous et votre équipe avez déployé tous les efforts possibles pour accélérer l'acheminement de l'aide à la population civile. Et malgré cela, nous continuons à faire face à une catastrophe humanitaire à Gaza, que nous avons de la peine à décrire.

Neuf mois après les actes de terreur du 7 octobre, que la Suisse a fermement condamnés, nous restons profondément préoccupés par le conflit au Proche-Orient, en particulier par la situation humanitaire effroyable à Gaza. Nous condamnons le fait que les hostilités continuent de faire de nombreuses victimes civiles, notamment parmi les enfants et les 1,7 millions de personnes déplacées dans la bande de Gaza.

Le nouveau rapport de la Classification intégrée de la phase de sécurité alimentaire (IPC) confirme ce tableau déjà très sombre. Environ 96% de la population de la bande de Gaza est confrontée à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë. Dans ce cadre, 15% se trouvent au niveau le plus élevé, à savoir catastrophique, propension qui risque encore d'augmenter. Le risque élevé de famine persistera tant que le conflit se poursuit et que l'accès humanitaire est entravé.

La Suisse appelle toutes les parties à respecter strictement leurs obligations en vertu du droit international, en particulier du droit international humanitaire et les droits humains. Le droit international humanitaire oblige les parties à autoriser et faciliter l'accès humanitaire aux civils dans le besoin et il interdit d'utiliser la famine comme méthode de guerre. Les civils doivent avoir accès aux biens et aux services essentiels à leur survie, tels que l'eau potable, la nourriture et l'électricité.

La Cour internationale de justice a confirmé, dans ses ordonnances, l'urgence d'acheminer l'aide humanitaire dans toute la bande de Gaza. Or le niveau d'aide reste clairement et largement insuffisante face à l'immensité des besoins.

Comme l'a souligné la Coordinatrice spéciale, l'accès sûr, rapide et sans entrave par tous les points de passage reste un défi majeur. Il est urgent que cela change. Une assistance suffisante doit parvenir aux personnes qui en ont besoin. Les parties au conflit ainsi que les autres parties prenantes doivent agir.

Nous remercions la Jordanie, l'Égypte et l'ONU pour la tenue à Amman, au début de ce mois, de la Conférence sur l'intervention humanitaire d'urgence pour Gaza, qui a envoyé un signal politique fort.

A cette occasion, ainsi que dans les réunions de ce Conseil, la Suisse a réitéré aussi son appel urgent pour un cessez-le-feu immédiat et la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages. La Suisse demande également que les parties respectent leurs obligations de droit international concernant les personnes qu'elles détiennent. Toutes ces personnes doivent avoir la possibilité de recevoir les visites du CICR et être traitées humainement.

La Suisse appelle à la pleine application des résolutions pertinentes adoptées par ce Conseil de sécurité, notamment des résolutions 2712, 2720, 2728 et 2735. En outre, comme l'a réaffirmé la résolution 2730, présentée par la Suisse, toutes les parties au conflit ont l'obligation de respecter et de protéger le personnel humanitaire, le personnel des Nations Unies et le personnel associé, ainsi que leurs locaux et leurs biens.

Monsieur le président,

Nous le savons toutes et tous : l'augmentation seule de l'aide humanitaire ne peut pas constituer une solution durable pour le conflit au Proche-Orient. Il faut une cessation des hostilités et un horizon politique doit être urgemment rétabli. Nous réaffirmons donc notre ferme soutien à la solution à deux États. En effet, seuls deux États démocratiques, Israël et la Palestine, dont Gaza fait partie intégrante, vivant côte à côte en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues sauront apporter paix, sécurité et dignité aux populations dans la région.

Je vous remercie.

---

*UNOFFICIAL TRANSLATION*

Mr President,

I would like to thank the Under-Secretary-General and Coordinator for Humanitarian Action and Reconstruction in Gaza, Sigrid Kaag, for her report. My main takeaway is the urgent need to ensure human dignity, but also the very concrete recommendations, ranging from educating children to reconstruction.

Since the adoption of Resolution 2720 last December, you and your team have made every effort to speed up the delivery of aid to the civilian population. And yet we continue to face a humanitarian catastrophe in Gaza, which we struggle to describe.

Nine months after the acts of terror of 7 October, which Switzerland strongly condemned, we remain deeply concerned about the conflict in the Middle East, and in particular the appalling humanitarian situation in Gaza. We condemn the fact that the hostilities continue to claim many civilian victims, particularly among children and the 1.7 million displaced persons in the Gaza Strip.

The new Integrated Food Security Phase Classification (IPC) report confirms this already very bleak picture. Around 96% of the population of the Gaza Strip is facing high levels of acute food insecurity. Within this, 15% are at the highest, that is to say catastrophic, level – a propensity that is likely to increase still further. The high risk of famine will persist as long as the conflict continues and humanitarian access is hampered.

Switzerland calls on all parties to comply strictly with their obligations under international law, in particular international humanitarian law and human rights law. International humanitarian law obliges parties to allow and facilitate humanitarian access to civilians in need and it prohibits the use of starvation as a method of warfare. Civilians must have access to goods and services essential to their survival, such as drinking water, food and electricity.

In its orders, the International Court of Justice has confirmed the urgency of delivering humanitarian aid throughout the Gaza Strip. Yet the level of aid remains clearly and vastly insufficient in the face of the immensity of the needs.

As the Special Coordinator pointed out, safe, rapid and unhindered access through all crossing points remains a major challenge. This must change as a matter of urgency. Sufficient assistance must reach those who need it. The parties to the conflict and other stakeholders must act.

We thank Jordan, Egypt and the UN for holding the Conference on Emergency Humanitarian Assistance for Gaza in Amman earlier this month, which sent a strong political signal.

On this occasion, as well as at meetings of this Council, Switzerland also reiterated its urgent call for an immediate ceasefire and the immediate and unconditional release of all hostages. Switzerland also demands that the parties respect their obligations under international law with regard to the people they are holding. All these people must be able to receive visits from the ICRC and be treated humanely.

Switzerland calls for the full implementation of the relevant resolutions adopted by this Security Council, in particular resolutions 2712, 2720, 2728 and 2735. Furthermore, as reaffirmed in Resolution 2730, presented by Switzerland, all parties to the conflict have an obligation to respect and protect humanitarian personnel, United Nations and associated personnel, as well as their premises and property.

Mr. President,

We all know that increasing humanitarian aid alone cannot provide a lasting solution to the conflict in the Middle East. There must be a cessation of hostilities and a political horizon must be urgently re-established. We thus reaffirm our firm support for the two-state solution. Only two democratic states, Israel and Palestine, of which Gaza is an integral part, living side by side in peace within secure and recognised borders will bring peace, security and dignity to the people of the region.

Thank you.